

KWAME Nkrumah et la problématique du néo-colonialisme en Afrique : l'intégration un excellent rempart

Doudjo Germain OUATTARA
Université Alassane OUATTARA
Côte d'Ivoire

Résumé

L'Afrique postcoloniale aspire fondamentalement à la liberté et au progrès multidimensionnel. Cette aspiration légitime apparaît difficilement réalisable au sein d'un continent désintégré, composé d'une multitude de petits États isolés, impuissants et totalement exposés au néo-colonialisme. Ce phénomène contemporain qui prospère partout où règne la division, infiltre insidieusement l'ensemble des volets importants de la vie des États et met en péril tout rêve de grandeur. Pour pallier ce phénomène, Kwame Nkrumah, philosophe et homme politique ghanéen, acteur clé de l'histoire contemporaine de l'Afrique, recommande vivement la voie de l'intégration des États africains. Seule la construction d'un État fédéral africain, politiquement puissant, économiquement autonome et culturellement fort, permettra à l'Afrique de se débarrasser totalement du néo-colonialisme. Bâtir les États-Unis d'Afrique pour vaincre le néo-colonialisme : telle est la voie du salut pour l'Afrique.

Mots clés : Afrique, désintégration, fédéralisme, intégration, Kwame Nkrumah, néo-colonialisme.

KWAME Nkrumah and the problem of neo-colonialism in Africa : integration an excellent bulwark

Abstract

Postcolonial Africa fundamentally aspires to freedom and multidimensional progress. This legitimate aspiration appears difficult to achieve within a disintegrated continent, made up of a multitude of small, isolated, powerless states totally exposed to neo-colonialism. This contemporary phenomenon, which thrives wherever division reigns, insidiously infiltrates all important aspects of the life of States

and endangers any dream of greatness. To overcome this phenomenon, Kwame Nkrumah, Ghanaian philosopher and politician, key player in contemporary African history, strongly recommends the path of integration of African states. Only the construction of an African federal state, politically powerful, economically autonomous and culturally strong, will allow Africa to completely rid itself of neo-colonialism. Building the United States of Africa to defeat neo-colonialism : this is the way of salvation for Africa.

Keywords : Africa, disintegration, federalism, integration, Kwame Nkrumah, neo-colonialism.

Introduction

Après plusieurs décennies de colonisation, l’Afrique est désormais indépendante. Cette indépendance, chèrement acquise grâce aux combats acharnés d’hommes et de femmes foncièrement engagés en vue de l’avènement d’un continent africain débarrassé de ce phénomène infâme, a suscité de nombreux espoirs sur l’ensemble du continent. Aujourd’hui, ces nobles et légitimes espoirs d’autonomie véritable, de paix, de prospérité, de développement spectaculaire semblent s’estomper car l’Afrique postcoloniale vit sous le joug d’un autre phénomène. Ce phénomène nouveau sous le poids duquel croupit l’Afrique contemporaine est : le néo-colonialisme. En effet, l’impérialisme occidental, mère de la colonisation n’a nullement disparu avec la décolonisation de l’Afrique. Fondamentalement, il s’est trouvé un nouvel outil. Ainsi, l’Afrique, cible privilégiée de l’impérialisme depuis des siècles, est-elle passée du colonialisme au néo-colonialisme. Cette situation de l’Afrique interpelle naturellement l’intellectuel-philosophe soucieux du bien-être de l’homme quel qu’il soit. Sauver l’Afrique du péril impérialiste devient donc un impératif catégorique, un devoir, une mission. La pensée de Kwame Nkrumah, philosophe et homme politique ghanéen, acteur clé de l’histoire contemporaine de l’Afrique, grand pourfendeur du néo-colonialisme, semble indiquer le chemin idoine à l’avènement d’une Afrique totalement à l’abri de ce phénomène ignoble. En nous imprégnant de la pensée de cet auguste penseur, nous posons les questions suivantes : l’Afrique postcoloniale ne vit-elle pas véritablement sous le poids ou le joug du néo-colonialisme ? La balkanisation de l’Afrique n’est-elle pas le principal levier du néo-colonialisme ? L’intégration n’est-elle pas un puissant rempart à ce phénomène insidieux ? Au regard de ces questions fondamentales, nous formulons trois hypothèses. Primo, l’Afrique

postcoloniale serait dans les griffes du néo-colonialisme. Deuxio, la désintégration serait le fer de lance du néo-colonialisme en Afrique. Tercio, l'intégration, l'union serait la meilleure arme contre le néo-colonialisme. L'objectif crucial de cet article est de favoriser l'intégration multidimensionnelle de l'Afrique en vue de l'annihilation du néo-colonialisme sur l'ensemble du continent. Pour terminer, nous mènerons cette réflexion par le biais de la méthode socio-critique et de la méthode prospective.

1- L'Afrique postcoloniale sous le poids du néo-colonialisme

Le néo-colonialisme est une nouvelle forme de colonialisme à travers laquelle une grande puissance coloniale continue d'exercer une profonde domination multidimensionnelle sur un territoire officiellement déclaré indépendant. Par le biais du néo-colonialisme, les grandes puissances ont une influence politique, économique et culturelle sur les États dits indépendants. Généralement, les États qui croupissent sous le poids du néocolonialisme présentent toutes les caractéristiques propres à un État souverain. Mais, cette souveraineté n'est que théorique. En réalité, ces États ne sont ni libres, ni maîtres de leur destin. Le néo-colonialisme est de ce fait un prolongement du colonialisme. C'est l'ensemble des : « tentatives pour perpétuer le colonialisme sous couvert de « liberté » que l'on appelle néo-colonialisme » (K. Nkrumah, 1973, p. 245). C'est un rétablissement de la colonisation, de l'aliénation tout en prônant la liberté, la souveraineté et l'indépendance des États. L'annihilation de la volonté de puissance et de domination des nations impérialistes à travers la déclaration des indépendances qui implique la fin du phénomène colonial, trouve dans le néo-colonialisme un moyen plus subtil et déguisé de perpétuation.

Aujourd'hui : « le plus grand danger que court actuellement l'Afrique est le néo-colonialisme » (K. Nkrumah, 1994, p. 245). Autrement dit, après les longues et difficiles années de lutte contre la colonisation, les pays d'Afrique doivent faire face à cette nouvelle menace. Ce phénomène est une réelle entrave à la réalisation de tous nos projets. Il met en péril nos espoirs d'émergence, de développement et de renaissance. Le développement n'est possible qu'au sein d'un État totalement libre, maître exclusif de son destin. Or, tout : « État dans les griffes du néo-colonialisme n'est pas maître de son propre destin » (K. Nkrumah, 1973, p. 10). De ce fait, l'éradication d'un tel phénomène est vitale pour l'ensemble du continent africain. Pour cela, il est impérieux de connaître les principaux instruments du néo-colonialisme et les

différents signes ou indices qui attestent ou confirment sa présence au sein d'un État.

Dans un État sous le joug du néo-colonialisme, aucune sphère n'échappe à l'emprise de ce phénomène. Les actions des grandes puissances embrassent de nombreux secteurs. Au nombre de ceux-ci nous avons le secteur économique. Ce secteur est une cible privilégiée des grandes puissances pour lesquelles la domination économique demeure un objectif essentiel. Les jeunes États indépendants, faibles et fragiles, incapables d'asseoir une économie dynamique et prospère, se voient dans l'obligation de recourir aux grandes puissances, aux consortiums et toutes autres institutions qu'ils croient capables de les sortir du marasme économique. Ce recours, au lieu de répondre aux besoins et buts des jeunes États indépendants, devient pour les grandes puissances une courroie de domination, de manipulation et d'accaparement de la sphère économique. Autrement dit, ce cri de détresse devient une aubaine de prolifération du phénomène néo-colonial. C'est dans ce sens que, « le néo-colonialisme est en train aujourd'hui de s'enfoncer profondément dans le corps de l'Afrique, grâce aux consortiums et aux combinats de monopoles » (K. Nkrumah, 1973, p. 48). Dans cette logique l'Afrique n'est plus maître de sa sphère économique. Cette mainmise de l'extérieur sur l'économie continentale est clairement perceptible à travers les institutions telles que le fonds monétaire international, la banque mondiale. Les prêts que ces institutions financières accordent aux États en difficultés leur octroient la liberté de s'immiscer voire de diriger les questions économiques des pays demandeurs. Fondamentalement, soulignons que :

Ces organismes obligent les emprunteurs à se soumettre à diverses conditions offensantes, telles que la fourniture de renseignements sur leur économie, la soumission de leur politique et de leurs plans à l'approbation de la Banque mondiale et l'acceptation de la supervision de leur utilisation des prêts (K. Nkrumah, 1973, p. 248).

Ces prêts ne permettent pas d'atteindre les objectifs escomptés car, après des décennies d'indépendance, le continent n'enregistre aucun décollage économique. À preuve, « l'Afrique est aujourd'hui la dernière dans le peloton des continents » (A. Wade, 2005, p. 22). Le continent, avec une économie en stagnation ou en déconfiture, continue de patauger au moment où l'environnement est de plus en plus favorable aux puissances néo-coloniales qui prospèrent tranquillement.

En appoint à ce qui précède, nous pouvons aborder la problématique de la monnaie. En effet, la politique monétaire des jeunes États indépendants peut être victime d'un contrôle néo-colonial. Lorsque la politique monétaire d'un État subit les assauts du néo-colonialisme, l'État en question est incapable de prendre de manière libre, indépendante et souveraine des décisions liées à sa ligne monétaire. Il se trouve dans l'obligation de consulter ou même de suivre et de respecter des décisions prises par les grandes puissances néo-coloniales. Relativement à l'Afrique française, même si le discours officiel actuel annonce quelques changements, antérieurement, Kwame Nkrumah affirmait que :

Le contrôle des fonds des États africains de la France néo-colonialiste est exercé par le conseil d'administration de leurs banques centrales, composé en partie de Français sans l'accord desquels aucune décision de politique monétaire ne peut être prise (K. Nkrumah, 1973, pp. 37-38).

En clair, la voie monétaire devient un outil efficace au service des puissances néo-coloniales. Aujourd'hui, sous le joug total de ces puissances, aucun véritable progrès économique n'est possible en Afrique.

L'emprise du néo-colonialisme ne se limite pas au domaine économique. Le secteur politique est également atteint par cette gangrène. L'influence extérieure dans la gestion des affaires politiques africaines est de nos jours considérable. Cette immixtion des puissances extérieures et des multinationales dans la sphère politique africaine ruine toute idée d'indépendance. Cette prise en otage du domaine politique n'est pas étonnante dans la mesure où, il existe un lien indéniable entre les domaines politiques et économiques. Dans cette logique, celui qui détient un réel pouvoir économique à la capacité d'avoir une énorme emprise sur la vie politique d'un État. Un État économiquement dépendant ne saurait être politiquement indépendant. Ainsi, « La souveraineté politique des Africains s'étiole devant les exigences des (...) multinationales. Les multinationales imposent des ordres, font et défont tout pouvoir récalcitrant » (S. Diakité, 2011, p. 100). En d'autres termes, la puissance des multinationales leur confère le pouvoir de décider et de déterminer les orientations politiques d'un État dit indépendant. Cela n'a pas échappé à la vigilance de Kwame Nkrumah qui relève que :

Le néo-colonialisme est basé sur le contrôle d'États théoriquement indépendants par des groupes financiers gigantesques. Les intérêts représentés par ces groupes agissent souvent par l'intermédiaire ou au nom d'un État capitaliste particulier, mais ils sont tout à fait capables d'agir pour leur propre compte et d'obliger les pays impérialistes dans lesquels leurs intérêts dominent à suivre leurs directives. (K. Nkrumah, 1973, pp. 39-40).

Ce passage confirme une fois de plus le caractère dangereux et pernicieux du néo-colonialisme. Avec les secteurs économiques et politiques sous le contrôle officieux mais exclusif des puissances néo-coloniales, tout espoir de développement du continent noir, engagé dans la voie de l'isolement et du nationalisme devient fugace.

Outre cela, la présence et la recrudescence des bases militaires étrangères en Afrique est un indicateur du néo-colonialisme. De nos jours, plusieurs pays africains abritent des troupes étrangères au service des grandes puissances. En guise d'exemple nous pouvons citer : « le 43^e BIMA (Bataillon d'Infanterie Marine d'Abidjan), unité d'élite de l'armée française, les camps de Djibouti, du Gabon et du Sénégal » (S. Diakité, 2011, p. 311). La présence de ces troupes témoigne de l'incapacité des États africains à faire face aux différents défis militaires du continent. Ces troupes aux commandes des grandes puissances étrangères défendent non pas les intérêts des États africains où elles stationnent mais, les intérêts des puissances auxquelles elles appartiennent. Elles peuvent intervenir dans les affaires intérieures des États qui les accueillent à partir du moment où elles constatent que les intérêts de leurs États d'origine sont menacés. Penser que les bases militaires étrangères en Afrique visent à priori la protection et le bien-être des États africains serait une terrible erreur de jugement. Ces bases militaires mettent en péril l'indépendance et la liberté des États du continent. Elles sont un moyen insidieux d'infiltration du néo-colonialisme. À preuve, leur installation se fait après d'innombrables calculs. Pour s'en convaincre écoutons le philosophe :

Une puissance mondiale ayant décidé (...) de posséder une base militaire dans tel ou tels pays, théoriquement indépendant, doit s'assurer que cet État ne lui est pas hostile (...). Si la base est située dans un pays où les structures économiques sont telle qu'il ne peut survivre sans une « aide » substantielle de la puissance militaire possédant la base (...) la sécurité de la base peut être assurée. (K. Nkrumah, 1973, p. 40).

Deux éléments fondamentaux présents dans cette citation retiennent notre attention. Le premier est que la base militaire est installée dans un

pays qui ne jouit pas pleinement de son indépendance. Le second élément est que la faiblesse économique est propice à l'installation et à la sécurisation de l'outil militaire des puissances étrangères. Un État avec un secteur économique sous contrôle néo-colonial devient également une terre fertile au néo-colonialisme basé sur des considérations militaires. Ces nombreuses bases militaires, indices du néo-colonialisme, traduisent l'aliénation des États africains.

Aussi, relativement aux instruments du néo-colonialisme, avon-nous l'aide. Elle est l'un des puissants moyens d'infiltration du néo-colonialisme. Les pays africains actuels semblent totalement incapables de vivre sans aides extérieures. Dans tous les domaines de la vie quotidienne, ils reçoivent des aides multidimensionnelles émanant des puissances mondiales. Ces aides sont considérées par les Africains comme une preuve de bienveillance des puissances mondiales à l'égard des pays sous-développés. Ce qu'il faut nécessairement savoir est que l'aide est : « l'une des formes les plus subtiles du néo-colonialisme » (K. Nkrumah, 1994, p. 205). Elle n'est donc pas une simple marque d'attention et de sollicitude des puissances mondiales comme le croient abusivement et naïvement les États africains. Dans cette perspective, chaque fois que les pays africains reçoivent des aides étrangères, ils ouvrent grandement les portes du continent au néo-colonialisme.

Lorsque nous constatons qu'il n'existe pratiquement pas de domaine où l'Afrique n'a pas recours aux aides extérieures, nous ne pouvons nous abstenir d'imaginer le degré de pénétration et de prolifération du néo-colonialisme en Afrique. Un continent qui vit et respire au rythme des aides comme c'est le cas de l'Afrique est de facto soumis aux influences et exploitations néo-coloniales.

La sphère culturelle africaine n'est pas à l'abri des influences néo-coloniales. Lorsque nous jetons un regard synoptique sur la société africaine contemporaine, nous remarquons avec énormément de regret que l'identité culturelle africaine est en perte vertigineuse de vitesse au profit de l'identité culturelle occidentale. La grande influence de cette dernière est perceptible aux niveaux linguistiques, vestimentaires, culinaires. Dans le cadre de cette analyse, intéressons-nous spécifiquement au volet linguistique. En ce qui concerne ce volet, nous remarquons que les langues africaines continuent de perdre du terrain au profit des langues étrangères. De nombreux Africains considèrent qu'il est énormément déshonorant de parler une langue africaine et très valorisant de s'exprimer dans une langue étrangère. L'Afrique

contemporaine vit sous le poids d'une réelle domination linguistique. Notons clairement que : « l'influence de la langue est si importante que les différentes métropoles européennes pensent qu'elles peuvent se retirer politiquement de l'Afrique de façon apparente, en y restant d'une façon réelle dans le domaine économique, spirituel et culturel » (C. A. Diop, 1974, p. 26). En s'effondrant sous le diktat des langues étrangères, la culture africaine se vide de sa substance. Aujourd'hui, du point de vue linguistique, le continent africain est divisé en plusieurs zones. Nous pouvons citer : l'Afrique francophone, l'Afrique anglophone, l'Afrique lusophone, l'Afrique hispanophone. Conscient des multiples dangers liés à ces Afriques linguistiques, le philosophe souligne que : « L'Afrique africaine des Africains a pour grands obstacles toutes ces Afriques linguistiques qui demeurent toujours des zones d'influence des anciennes puissances coloniales, sans cesse dominatrices et avides de richesses africaines » (T. Obenga, 2012, p. 14).

À la suite des domaines qui subissent pleinement le néo-colonialisme, notons en général que, actuellement, le néo-colonialisme occidental évolue discrètement sous couvert de « néo-universalisme » (D. Gnonsea, 2017, p. 162). Le néo-universalisme qui met en exergue une pseudo fraternisation des peuples est au fond un mécanisme de domination néo-coloniale dans la mesure où :

ce néo-universalisme entend inciter les Africains à s'engager dans sa nouvelle doctrine de "fraternisation" des peuples dont les maîtres mots sont : mondialisation économique (= tout le monde doit accepter le capitalisme), mondialisation politique (= tout le monde doit avoir les mêmes institutions politiques que l'Occident), mondialisation culturelle (= référence à la culture occidentale et folklorisation de la culture africaine), mondialisation linguistique (= tout le monde doit parler les langues européennes), mondialisation intellectuelle (= une pensée unique valable, celle de l'Occident) (D. Gnonsea, 2017, p. 162).

De ce qui précède, nous percevons que le continent africain vit pleinement sous le joug du néo-colonialisme. Tous les secteurs fondamentaux des pays africains croupissent sous le poids de ce phénomène. Ainsi, l'Afrique est-elle entre autres, victime du néo-colonialisme économique, politique, culturel. À ce stade de notre réflexion une question s'avère légitime : pourquoi l'Afrique vit-elle sous le poids du néo-colonialisme ? La désintégration du continent

n'est-elle pas un terreau fertile à l'existence, la prolifération et la pérennisation de cet ignoble phénomène ?

2- La désintégration : un levier essentiel du néo-colonialisme en Afrique

Le plus important instrument qui assure l'existence et la pérennité du néo-colonialisme est la balkanisation. Celle-ci renvoie à l'émiettement du territoire concerné en plusieurs États minuscules caractérisés par une impuissance pluridimensionnelle. La fragmentation permet aux puissances impérialistes de continuer d'exercer leur suprématie et leur diktat en toute quiétude. En effet,

Le néo-colonialisme est basé sur le principe du morcellement des anciens territoires coloniaux en un certain nombre de petits États non viables qui, incapables de se développer individuellement, doivent compter sur l'ancienne puissance impériale pour assurer leur défense et même leur sécurité intérieure. Leurs systèmes économique et financier sont liés, comme à l'époque coloniale, à ceux de l'ancienne puissance dirigeante (K. Nkrumah, 1973, p. 13).

Dans cette logique, l'Afrique actuelle, composée de plus d'une cinquantaine de petits États est un territoire propice au règne du néo-colonialisme. L'actualité du continent nous permet d'observer et de constater avec amertume que l'Afrique n'a pas encore terminée son processus de morcellement. En effet, nous assistons à la naissance de nouveaux États comme le Soudan du sud et à l'émergence de nouvelles tendances sécessionnistes notamment au Mali, au Cameroun, au Sénégal, en Éthiopie. L'omniprésence de la désintégration permet au néo-colonialisme de prospérer en Afrique. Cette situation est préjudiciable à l'Africain et ses nobles et légitimes rêves de puissances multidimensionnelles.

Cette tendance séparatiste du continent à commencer avant les indépendances et avait pour maître d'ouvrage les grandes puissances coloniales. Pour corroborer nos propos, nous pouvons citer la dislocation ou la fragmentation des grands ensembles tels que l'Afrique Occidentale Française (AOF) et l'Afrique Équatoriale Française (AEF). Ces fédérations ont été dissoutes par la France au profit de la création de plusieurs petits États souverains. La balkanisation de cette partie de l'Afrique avait été critiquée et condamnée avec véhémence par des intellectuels africains notamment Léopold Sédar Senghor. Premier président de l'actuelle république du Sénégal, il militait en faveur de la

pérennisation de ces fédérations. Pour lui, l'existence de ces deux fédérations était vitale pour le bien-être du peuple. Relativement à l'AOF, il affirme que : « le maintien de l'AOF en un État fédéral leur permettrait de pouvoir détenir une crédibilité politique plus forte, de se développer de manière harmonieuse, et d'émerger culturellement en tant que véritable peuple » (K. M. Kra, 2017, p. 10). En clair, il faut impérativement rejeter la balkanisation de cette partie de l'Afrique par la France. Malheureusement, le plaidoyer senghorien en faveur du maintien, de la consolidation et de la pérennisation de ces deux grandes fédérations n'a aucunement été pris en compte par la puissance coloniale. Fondamentalement, nous pouvons dire que :

La France n'a jamais eu l'intention d'accorder l'indépendance à ses colonies : elle les a toujours tenues soigneusement isolées. Quand il est devenu évident qu'elle ne pouvait plus les priver de la souveraineté nationale, le terrain était préparé pour maintenir les jeunes États indépendants dans l'orbite française. Ils devaient rester fournisseurs de matières premières bon marché et d'aliments tropicaux, tout en continuant à servir de marchés fermés pour les produits français (K. Nkrumah, 1994, p. 204).

En d'autres termes, hostile à l'autonomie des colonies africaines, c'est après avoir mis en place tous les mécanismes nécessaires à la protection de ses nombreux intérêts que, la France a accordée l'indépendance à ses colonies. En balkanisant les fédérations françaises en Afrique (AOF et AEF), la France s'est retirée en toute quiétude, consciente du fait qu'aucun État indépendant ne pourrait se passer d'elle. Se retirer officiellement et poursuivre officieusement sa politique de domination telle est la stratégie de la France et de toutes les autres puissances coloniales. Ainsi,

Au-delà du cas français, Kwame Nkrumah a condamné toutes les manœuvres néocoloniales des grandes puissances en Afrique et dans le reste du monde. Ces manœuvres prouvent que : « l'intention des colonisateurs est d'utiliser les nouveaux États africains ainsi circonscrits comme des marionnettes » (K. Nkrumah, 1994, p. 209).

Soulignons que les États marionnettes sont facilement manipulables. Ils obéissent et exécutent aisément les ordres donnés par les puissances néo-coloniales dans le but de bénéficier de leurs bonnes grâces. En se laissant prendre au piège de la division et de la fragmentation, le continent qui a vu éclore la vie s'est résolument engagé sur la voie qui contribue au bien-être et à la défense des intérêts multiformes des

grandes puissances. Pour elles, toutes les rivalités et dissensions reléguant l'union africaine aux calendes grecques méritent un moment de festolement parce que, les intérêts impérialistes sont totalement garantis là où règne la dissension. Si la balkanisation est l'instrument principal du néo-colonialisme, précisons que ce phénomène des temps modernes est le principal instrument de l'impérialisme. En d'autres termes, la balkanisation est au service du néo-colonialisme qui est, quant à lui, aux ordres de l'impérialisme. Si l'Afrique brille par son impuissance pluridimensionnelle c'est-à-dire politique, économique, culturelle et vit sous l'influence totale du néo-colonialisme, c'est parce que les Africains sont divisés, désintégrés. Ils préfèrent la marche solitaire à la marche solidaire. Plus les pays africains s'éloignent les uns des autres en maintenant les barrières qui les séparent, plus ils s'exposent au néo-colonialisme.

Les frontières artificielles, érigées lors de la conférence de Berlin par les colonisateurs dans le but de défendre et de protéger leurs intérêts, continuent d'exister. L'Africain est le principal acteur du maintien et de la pérennité de ces barrières. Cette initiative est une véritable erreur commise par les Africains en général et les responsables politiques en particulier. Ces derniers affirment généralement leur attachement à l'unité africaine. Malheureusement, ils développent des politiques qui contrastent complètement avec ce noble projet. Au lieu d'être des bâtisseurs infatigables de l'unité africaine, ils se présentent comme les fossoyeurs de ce projet vital. Sous la direction des dirigeants africains, plusieurs décennies après les indépendances officielles, les pays africains peinent à réaliser l'unité africaine. Chaque dirigeant préfère s'occuper de la petite république qu'il dirige au lieu de travailler à l'ouverture, au rassemblement et à la réalisation de l'utopie unitaire. Dans ce sens, le néo-colonialisme ne peut que prospérer en terre africaine. Plus nous nous attachons aux barrières qui nous séparent, plus nous nous exposons au néo-colonialisme. Que peuvent les pays comme la Côte d'Ivoire, le Ghana, le Cameroun, le Togo, le Congo, le Botswana face aux géants comme la France, la Russie, la Chine, les États-Unis d'Amérique ? Individuellement, les pays africains sont insignifiants face à ces géants contemporains. L'Afrique des républiquettes est un espace où le néo-colonialisme ne peut que prospérer. Le manque de volonté politique capable de transcender les fameuses frontières héritées de Berlin nous expose aux phénomènes comme le néo-colonialisme et retarde la révolution africaine. L'esprit d'égoïsme qui empêche la réalisation tangible de l'unité africaine

profite pleinement aux puissances néo-coloniales. En voulant survivre individuellement, les pays africains courent le risque de disparaître collectivement car : « la division réduit à néant la vitalité des peuples ». (E. Kodjo, 1985, p. 248). Attaché à la sacralité des frontières issues de Berlin, l'Afrique ne peut que demeurer un continent en détresse, vulnérable, exploité par les grandes puissances qui peinent à cacher leur profond désir de poursuivre l'exploitation multidimensionnelle du continent. Le général de Gaulle disait :

Nous avons changé la colonisation en coopération », signifiant par-là que l'objet de la colonisation, à savoir, créer pour les métropoles des zones d'influences politico-économiques et assurer le rayonnement de la civilisation métropolitaine, était sauvegardé par la politique de coopération. Cette tendance de la prépondérance européenne s'est depuis l'indépendance renforcée presque partout en Afrique (E. Kodjo, 1985, p. 123).

En un mot, l'Afrique indépendante continue de vivre sous le joug de la colonisation qui se prolonge à travers des formes plus discrètes. Ces formes insidieuses sont très dangereuses pour l'Afrique. Nous devons comprendre qu'avec notre attachement à l'État nation tel qu'il existe actuellement : « l'Afrique noire ne pourra qu'en souffrir. La balkanisation des volontés est suicidaire : l'Afrique noire demeurera ainsi la proie éternelle des vautours occidentaux ». (T. Obenga, 2012, p. 52). Dans un monde dominé par les grands ensembles géostratégiques et géopolitiques, les États isolés n'ont aucune chance de progrès significatif. À ce stade de notre analyse, la question légitime est : comment parvenir à se débarrasser de ce pernicieux phénomène des temps modernes ? Mieux, comment les États africains peuvent-ils échappés à ce fléau qui ronge le continent ?

3- L'intégration : un excellent rempart au néo-colonialisme

Les États africains sont exposés aux prédateurs néo-coloniaux, parce qu'ils privilégient la voie du souverainisme. Chaque État tente de construire son destin loin des autres. Cette aversion pour l'intégration est source de faiblesse et, cette dernière expose les États à toutes les formes de domination néo-coloniales. Celles-ci peuvent être économiques, politiques, militaires, culturelles comme nous l'avons souligné. Pour guérir de ce cancer, un changement de paradigme s'impose. Les États africains doivent abandonner le souverainisme au profit de l'intégration. Cela est essentiel car : « Nous avons besoin de la force de nos populations et de nos ressources mises en commun pour

nous garder du danger très réel du colonialisme, qui revient sous des formes déguisées » (K. Nkrumah, 1994, p. 250). L'intégration met les États à l'abri de nombreuses difficultés qui ne sauraient être transcendées dans un cadre souverainiste. Ainsi, lucidement, les États africains doivent nécessairement comprendre que : « Tant que nous restons balkanisés, régionalement ou territorialement, nous sommes à la merci (...) de l'impérialisme » (K. Nkrumah, 1994, p. 251). Face au néo-colonialisme, la seule et unique issue demeure l'intégration. Par le biais de l'intégration, l'Afrique deviendra une puissance multidimensionnelle. Elle pourra dorénavant garantir sa liberté et sa souveraineté. Notre désir d'une Afrique nouvelle doit donc se traduire par notre engagement sans réserve en faveur de l'intégration, gage d'un continent prospère. Tant que le continent africain demeurera fragmenté, disloqué en une pluralité de petits États concurrents ou rivaux, il restera dans les geôles du néo-colonialisme et ne pourra jamais parvenir à un exploit considérable. Pour se défaire ou se débarrasser totalement des chaînes néo-coloniales profondément enracinées dans nos sociétés, l'Afrique n'a d'autre choix que de s'intégrer.

Concrètement, pour se soustraire définitivement du néo-colonialisme économique, l'Afrique doit procéder à une réorganisation totale de sa sphère économique. L'économie africaine doit transcender le statut d'une économie organisée au niveau national au profit d'une économie transnationale. Autrement dit, l'Afrique doit s'intégrer économiquement. L'intégration économique peut se définir comme un processus d'unification des politiques économiques entre différents États. Elle promeut le rapprochement des différentes économies nationales en vue de la réalisation tangible d'un espace économique unique. L'intégration économique de l'Afrique qui mettra l'économie africaine à l'abri de tout contrôle néo-colonial doit se traduire par la mise en place des cinq éléments clés d'un processus d'intégration économique aboutie ou achevée. Ces éléments sont : la zone de libre-échange, l'union douanière, le marché commun, l'union économique, l'union économique et monétaire. Avec ces mécanismes qui, incontestablement, favorisent le rapprochement, le rassemblement et l'intégration concrète des petites et faibles économies africaines, le continent africain verra son économie sortir définitivement de la torpeur. Par l'implémentation de ces mécanismes, l'Afrique passera de son état de continent économiquement nain, à celui de géant économique mondialement reconnu. Ces mécanismes, notons-le, favoriseront la transformation de nos matières premières en produits

finis grâce à l'industrialisation, le commerce intra-africain, la création d'institutions financières africaines et, tout ceci ne peut que pleinement participer à l'anéantissement du néo-colonialisme économique.

Relativement à l'industrialisation, nous remarquons que des indépendances à ce jour, aucun pays africain n'a été capable de développer l'industrie nécessaire à son essor économique. Ainsi, l'Afrique est-elle encore un continent producteur de matières premières. Ces matières premières alimentent les industries situées hors du continent et contribuent au progrès économique des États qui les transforment. De ce fait, l'Afrique participe au développement des pays étrangers tout en empirant sa situation économique. Toutes les matières premières exportées pour des fins de transformation représentent un important manque à gagner pour le continent africain. Et, aucun changement économique considérable n'est possible dans ces conditions. Si les États africains n'arrivent pas à s'industrialiser, c'est parce qu'ils ne disposent pas des moyens colossaux qu'exige l'industrialisation. Isolés, les États manquent de ressources physiques, énergétiques, matérielles et humaines indispensables à l'industrialisation. Tout effort d'industrialisation envisagé dans le cadre de la composition actuelle des pays africains sera vain car,

Il est absolument certain que la clé d'une industrialisation notable de notre continent est une union d'États africains, planifiant son développement de façon centrale et scientifique, en mettant son économie en commun. Cette planification centrale créera des unités industrielles rattachées aux ressources et mettant la production d'aliments et de matières premières en rapport avec les industries de transformation, et ces industries vitales qui permettent d'accumuler de gros capitaux (K. Nkrumah, 1994, p. 199).

Par le biais de ce passage, nous percevons que l'intégration est la condition fondamentale à la création d'industries indispensables à la transformation des différentes matières premières que produisent les pays africains. La transformation des matières premières en produits finis comporte de nombreux avantages pour le continent africain. En plus de permettre la diminution du taux de chômage à travers la création d'emplois, elle permettra à l'Afrique de fixer les tarifs des produits qu'elle transforme. Il est important de souligner que les prix des matières premières transformées en produits finis sont fixés par les pays qui disposent des industries de transformation. Pis, même les prix des matières premières produites en Afrique et destinées à l'exportation

sont fixés par les bourses étrangères. Généralement, les matières premières sont vendues à des vils prix et les produits finis à des prix exorbitants. Cette situation est naturellement désavantageuse pour l'Afrique et son économie. Seule la transformation en Afrique des matières premières en produits finis peut sortir le continent noir de la situation économiquement désastreuse qu'elle traverse depuis des décennies.

En ce qui concerne les institutions financières et monétaires, l'intégration économique de l'Afrique permettra de créer des institutions financières et monétaires africaines totalement autonomes et exclusivement au service du continent. Elles veilleront prioritairement au financement du progrès du continent. Ces institutions financières devront être totalement contrôlées par les Africains. Leur efficacité en matière de lutte contre la pauvreté à travers le financement de projets importants devra être sans conteste. La création d'institutions financières africaines est vitale pour l'Afrique. Grâce à elles, l'Afrique pourra se passer des services de certaines institutions internationales qui, depuis les indépendances politiques, font semblant d'œuvrer à son développement économique. Plus de soixante années après les indépendances, la lamentable situation économique de l'Afrique doit nous amener à comprendre que l'unique objectif de ces institutions étrangères est celui de faire des profits. Elles ne doteront nullement l'Afrique des moyens nécessaires à son renouveau économique. Fondamentalement, nous devons comprendre que :

jamais les Occidentaux, la Banque mondiale, le Fond monétaire international, l'Union européenne, etc., jamais ces structures occidentales, issues de la traite négrière, des codes noirs et des codes indigènes, des coopérations injustes et des plans d'ajustement structurel, jamais, disons-nous, ces structures n'aideront l'Afrique noire à s'en sortir : jamais (T. Obenga, 2012, p. 46).

L'Afrique doit s'unir et créer des institutions africaines capables de répondre aux difficultés économiques du continent. Il faut une banque centrale africaine, un fonds monétaire africain et toutes autres organisations jugées indispensables. En s'intégrant économiquement, l'Afrique pourra se mettre à l'abri des institutions financières et monétaires néo-coloniales. En un mot, en s'intégrant, l'Afrique bâtira une économie prospère qui la mettra à l'abri de tout néo-colonialisme économique. Le rayonnement économique de ce continent doit être impérativement porté par les Africains eux-mêmes.

Pour se débarrasser du néo-colonialisme politique, l'Afrique doit s'engager en faveur de son intégration politique. L'intégration politique de l'Afrique implique le dépassement des multiples petits États africains au profit d'un seul État puissant. Concrètement, les États africains doivent opter pour le fédéralisme. Le fédéralisme est un mode d'organisation étatique par le biais duquel plusieurs entités politiques s'unissent sous l'autorité d'un pouvoir souverain constitutionnellement établi. Dans le fédéralisme, les compétences administratives, juridictionnelles et législatives sont partagées entre le pouvoir central souverain et les différents États fédérés. Dans le cas de l'Afrique, la promotion du fédéralisme doit conduire à l'union des différents États africains au sein d'un État fédéral. La multitude de micro-États doit se transformer sous l'impulsion du fédéralisme en une composante politique unique, puissante. Ces différents États devront de façon libre et consentante accepter de déléguer ou transmettre à l'autorité fédérale des pouvoirs ou des fonctions qu'ils possèdent de droit du fait de leur statut d'États souverains. En guise d'exemple, l'économie, la défense et les affaires étrangères pourront être confiés à l'État fédérale. Dans ce sens, il reviendra à l'État fédéral d'assumer trois responsabilités importantes. Primo, il devra développer tous les mécanismes appropriés à l'essor et au bien-être de l'économie continentale. Secundo, il devra efficacement garantir la sécurité et la défense de l'État fédéral et de ses citoyens. Tercio, il devra mener une excellente politique étrangère commune qui garantira la protection des intérêts de l'Afrique à travers le monde. Les pouvoirs non transmis à l'autorité fédérale continueront d'être du ressort des États fédérés. Le véritable destin de l'Afrique ne peut se construire qu'à partir du fédéralisme. Aujourd'hui, « Nous ne pouvons pas rester éternellement prisonniers des frontières que les colonisateurs ont installées. Il faut d'une manière ou d'une autre une refondation de type fédéral » (J. K. Zerbo, 2013, 106). Cela signifie que : « L'État africain digne de ce nom au XXI^e siècle devrait être un État fédéral, sans doute à partir des États actuels » (J. K. Zerbo, 2013, 106). Pour sortir des griffes du néo-colonialisme politique, nous devons créer les États-Unis d'Afrique. Ce grand État, démocratique, respectueux des droits de l'homme, attaché à la bonne gouvernance politique et économique, s'imposera comme un géant contemporain libre de ses choix et orientations qui garantiront le bien-être et le plein épanouissement du peuple africain. Il est facile de manipuler politiquement un petit État isolé, impuissant contrairement à un grand État doté d'une puissance multidimensionnelle. Il est temps de

comprendre que : « l'unité est le premier impératif de la lutte contre le néo-colonialisme. La nécessité d'un gouvernement unifié est primordiale et absolue dans ce continent divisé qu'est l'Afrique » (K. Nkrumah, 1973, p. 258). En résumé, pour sortir définitivement des griffes du néo-colonialisme politique, l'Afrique doit impérativement devenir une puissance politique contemporaine et cela n'est possible que par l'intégration.

La sortie du néo-colonialisme culturel passe par l'intégration culturelle des États africains. À cet effet, il est nécessaire de développer des politiques interafricaines qui valorisent la culture africaine dans toutes ses dimensions. L'Africain actuel, programmé pour apprécier la culture occidentale au détriment de la culture africaine, doit subir une véritable métamorphose de l'esprit. Cette transmutation de l'esprit permettra à l'Africain de devenir un excellent défenseur de la culture africaine et un acteur engagé en faveur de l'intégration culturelle. En guise d'exemple, l'intégration culturelle se traduira par la valorisation des langues africaines et la mise en place d'une langue continentale qui rivalisera au niveau mondial avec les langues comme le Français, l'Anglais, le Russe, le Mandarin. La langue jugée digne d'être érigée au statut de langue continentale devra être vulgarisée. Pour cela, son insertion dans le système éducatif africain devra être un impératif. Les langues occidentales joueront désormais le rôle de langues secondaires, au choix. La langue continentale africaine, tout en nous permettant de nous rapprocher, nous débarrassera des griffes du néo-colonialisme culturel. En dehors de la langue, nous devons nous approprier l'ensemble des valeurs culturelles africaines qui auront résisté à la critique sans complaisance. Notre société doit être régie par les valeurs endogènes et non exogènes. Nous devons valoriser : « notre identité culturelle puisque celle-ci constitue la sève vivifiante de tout être au monde » (T. R. Boa, 2020, p. 138). Notons que nous ne promovons pas un repli sur soi. Nous pensons que c'est enraciné dans notre culture que nous devons nous ouvrir aux autres. Toute ouverture aux autres qui se fait dans l'oubli de soi (sa culture) engendre une dilution voir une néantisation de ce qui constitue notre substance. C'est dans la conscience de soi, la connaissance de soi, qu'il faut s'ouvrir aux autres. Pour sauvegarder la substance de notre culture, nous devons développer des mécanismes panafricains. Pour ne pas disparaître culturellement, nous devons nous intégrer culturellement.

Aujourd'hui, les Africains doivent avoir les yeux fixés sur l'ultime but : l'intégration multidimensionnelle. C'est elle qui sortira l'Afrique de toutes les formes de néo-colonialisme. Pour le bien-être du continent et des Africains, il est temps de comprendre que nous devons nécessairement :

bâtir une puissance politique, économique, commerciale, scientifique, technologique et spirituelle africaine à l'échelle continentale pour écarter à tout jamais toute possibilité de recolonisation du continent noir par l'Occident dont les visées colonialistes et impérialistes n'ont jamais diminué ni cessé vis-à-vis de l'Afrique (T. Obenga, 2012, p. 50).

Mieux, la construction de cette puissance multidimensionnelle mettra l'Afrique à l'abri de toute autre puissance néo-coloniale ou impérialiste. Il est important de le souligner dans la mesure où le néo-colonialisme n'est pas qu'occidental. Aujourd'hui, à travers les prétendus partenariats gagnant-gagnant mis en avant par les puissances comme la Chine et la Russie, nous décelons de réelles visées impérialistes. L'Afrique, face aux géants du monde actuel, doit demeurer vigilante car entre les États, ce qui prime, ce n'est pas l'amitié mais les intérêts. Ces géants qui convergent vers l'Afrique viennent à priori pour se créer de véritables intérêts et les défendre pleinement en vue d'accroître leur puissance et leur influence sur le monde. L'Afrique ne pourra véritablement traiter d'égal à égal avec les puissances contemporaines que si elle devient aussi une puissance. Et, cela n'est possible que par l'unité, la solidarité. Dans un monde composé de très grandes masses géostratégiques et géopolitiques l'unité devient la seule voie capable de conduire sereinement au salut.

Les Africains doivent tirer des leçons de leur douloureuse histoire. Face aux nombreuses menaces qui guettent le continent africain, ils ne doivent en aucune manière pourfendre les politiques qui promeuvent avec engagement et sincérité l'unité africaine. Il est important de le souligner car nous remarquons la montée d'un pseudo panafricanisme qui, tout en procédant à une catégorisation des pays africains, s'attaque continuellement aux organisations qui travaillent à la concrétisation du projet d'unité africaine. Il est nécessaire de conserver les acquis de ces organisations et de travailler sur leurs handicaps en vue de les rendre plus efficaces et plus aptes à répondre aux aspirations multidimensionnelles des Africains. L'intégration est le chemin approprié à l'avènement de l'Afrique nouvelle. Nous devons être sourd aux messages de division, de désintégration et attentif aux appels à

l'union. Seule l'union sauvera l'Afrique du néo-colonialisme et ses conséquences désastreuses. L'Afrique contemporaine doit faire preuve de sagesse. Et,

La sagesse africaine, dans sa déclinaison sénoufo, nous apprend qu'un seul doigt ne peut boire une sauce gluante : pour dire qu'il faut l'intégration des cinq doigts de la main pour réussir l'exercice. Dans le même sens, la sagesse biblique nous apprend que la corde à trois brins ne se rompt pas vite tandis que la sagesse populaire soutient que l'union fait la force (D. M. Soro, 2011, p. 11).

Aucun problème n'est insoluble à l'Afrique unie. Il nous appartient de sauver le continent africain du néo-colonialisme et c'est seulement par l'intégration que cette mission historique sera accomplie. Tous les Africains doivent s'approprier le combat de l'intégration africaine qui nous libèrera de tout impérialisme. L'intégration qui mettra définitivement l'Afrique à l'abri du néo-colonialisme doit se manifester concrètement par la création des États-Unis d'Afrique. Ce grand État africain doit être caractérisé par : « une union politique fondée sur une défense commune, des affaires étrangères et une diplomatie commune, une nationalité commune, une monnaie africaine, une zone monétaire africaine et une banque centrale africaine » (K. Nkrumah, 1963). Le dépassement de l'état-nation tel qu'il existe depuis les indépendances s'impose.

Conclusion

Au terme de cette analyse, il est important de retenir que l'Afrique contemporaine vit malheureusement sous le joug du néo-colonialisme. Ce phénomène qui accapare principalement les sphères politiques, économiques et culturelles, prospère allègrement grâce à la balkanisation et empêche l'essor multidimensionnel des États africains. Pour annihiler ce phénomène et favoriser une transmutation profonde du continent africain, Kwame Nkrumah recommande vivement l'intégration. C'est par l'intégration que ce continent pourra se soustraire du néo-colonialisme et engager sa marche glorieuse et radieuse vers une Afrique politiquement puissante, économiquement autonome et culturellement forte. Pour l'Afrique, l'unité est la voie du salut.

Références bibliographiques

- BOA Thiémélé Ramsès, 2020, *Reconstituer le corps glorieux d'Osiris*, Abidjan, Les Éditions Kamit.
- DIAKITÉ Samba, 2011, *Philosophie et contestation en Afrique. Quand la différence devient un différend*, Paris, Publibook.
- DIOP Cheikh Anta, 1974, *Les fondements économiques et culturels d'un État fédéral d'Afrique noire*, Paris, Présence Africaine.
- GNONSEA Doue, 2017, *Cheikh Anta Diop, Théophile Obenga : Combat pour la Re-naissance africaine*, Paris, L'Harmattan.
- KI-ZERBO Joseph, 2013, *À quand l'Afrique ?*, Lausanne, Éditions d'en bas.
- KODJO Edem, 1985, *...Et demain l'Afrique*, Paris, Stock.
- KOUADIO, Maizan Kra, 2017, « Trois pères des indépendances devant le tribunal de l'unité africaine : Senghor, Houphouët et Nkrumah, *Archives-Ouvertes* <hal-01450246>.
- KWAME Nkrumah, 1973, *Le Néo-colonialisme, dernier stade de l'impérialisme*, Paris, Présence Africaine.
- KWAME Nkrumah, 1976, *Le Consciencisme*, Paris, Présence Africaine.
- KWAME Nkrumah, 1994, *L'Afrique doit s'unir*, Paris, Présence Africaine.
- OBENGA Théophile, 2012, *L'État fédéral d'Afrique noire : la seule issue*, Paris, L'Harmattan.
- SORO Musa David, 2011, *L'intégration, condition de la paix et du développement en Afrique*, Abidjan, Balafons.
- SORO Musa David, 2011, *Propos d'intégration*, Abidjan, Les Nouvelles Éditions Balafons.
- WADE Abdoulaye, 2005, *Un destin pour l'Afrique*, Neuilly-sur-Seine, Michel Lafon.